

Introduction

Dans le chaos du monde, l'État de droit résiste encore

Jean-Marie Harribey

Nous proposons aux lecteurs de voir ce nouveau numéro des *Possibles* dans la continuité des deux précédents, tellement les crises et les bouleversements s'enchaînent les uns après les autres. Ils nous obligent à penser un cadre d'analyse à tâtons, par petites touches, avec plus d'interrogations que de réponses. Le fil d'Ariane n'apparaît qu'en pointillés. Pour cette raison, nous suggérons de revenir si nécessaire aux fragments que nous présentions lors de l'année dernière et au début de celle-ci¹. Avec le dossier ci-dessous, l'ensemble ne dit pas tout, mais il forme un tout.

La trame des convulsions que traverse le capitalisme de ce premier quart du XXI^e siècle est la crise d'un mode de production qui voit se rapprocher à grands pas les limites de son expansion qu'il voulait infinie². Mais, au chaos socio-économico-écologique s'ajoute un chaos géopolitique révélé par trois ans de guerre impérialiste de la Russie en Ukraine, trois quarts de siècle de colonialisme d'une violence extrême de l'État d'Israël en Palestine, et plus récemment par trois mois de chambardement des équilibres planétaires, déjà bien précaires, depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir. Impérialisme à l'état pur, sans fioritures ni masque : acheter le Groenland ou l'annexer en l'envahissant économiquement et militairement, les deux options sont en balance dans les cerveaux reptiliens qui commandent à la Maison blanche. Et ce qui ne les embarrasse nullement, c'est que, dans tous les cas, il leur faut faire main basse sur les ressources minières du Groenland ou de l'Ukraine.

Il est sans doute prématuré de conclure à la fin de la phase néolibérale du capitalisme. Mais les prémisses d'un tournant libertarien sont visibles. Le symbole est le massacre à la tronçonneuse des protections sociales, des services publics et du maximum de régulations en Argentine, aux États-Unis, ici mené par un duo Trump-Musk tonitruant et délirant. Sur le continent européen, le massacre des espaces collectifs se fait avec une scie à main, mais, si c'est moins brutal, cela n'en pas moins d'effets à long terme. Au vu des restrictions apportées aux allocations chômage, du recul de l'âge de la retraite, du délabrement de l'hôpital, de l'école et de l'enseignement supérieur, la France en sait quelque chose. Et, par dessus tout, la démocratie est remise en cause par les coups de boutoir de l'extrême droite, au pouvoir dans plusieurs pays européens ou sur le point d'y parvenir.

Le monde semble pris au dépourvu par ce chambardement, sinon par ce basculement. Pourtant, nous étions prévenus. Depuis les années 1930-1940, les Lippmann, Hayek et la Société du Mont-Pèlerin avaient défini la finalité ultime : imposer le marché absolu en tous domaines et en tous lieux, au nom d'une prétendue liberté totale des individus, débarrassés de tout enracinement collectif. L'utopie irréaliste parfaite car impossible, déniait aux humains

¹ Voir notamment les introductions aux dossiers des *Possibles*, n°40 ([« Sur un bateau ivre : à chacun sa panne stratégique »](#)), [« Où en est l'altermondialisme dans un contexte de crise globale du capitalisme et de montée de l'extrême droite ? »](#)), et 41 ([« Le désordre du monde est l'envers de l'ordre du capital, mais pas que... »](#)), [« Un monde sens dessus dessous : crises à répétition, colonialisme sans fin, guerres sans limites, corruption sans vergogne... »](#)).

² J.-M. Harribey, [« Derrière la crise politique, une convulsion capitaliste »](#), 7 décembre 2024 ; [« Le monde penche du mauvais côté »](#), 18 mars 2025,

leur caractère d'êtres sociaux. Et répétons que nous étions prévenus : l'anthropologue austro-hongrois Karl Polanyi avait averti que ce délire risquerait de conduire à la mort de la société³.

Pourtant, malgré le chaos, la société bouge, elle est vivante, et l'État de droit résiste. En Argentine, dès son arrivée au pouvoir, Javier Milei s'est heurté à la contestation sociale, et sa tentative de fonder une crypto-monnaie, le \$libra, sera instruite par la justice. Aux États-Unis, la multitude de décrets signés par Trump mettant en œuvre les préconisations du « Doge » (le Département de l'efficacité gouvernementale) dirigé par Elon Musk sont maintenant contestés dans la rue et institutionnellement, notamment lors du débat sur le budget fédéral, et la résistance universitaire s'organise. En France, l'examen du projet de loi sur la « simplification » définie comme une « cure » par le gouvernement, défendue avec un simple « sécateur ou coupe-ongles »⁴ a été adopté par le Sénat, mais est contesté devant l'Assemblée nationale qui a annulé la suppression des Conseils économiques et sociaux régionaux. Et on doit regarder la condamnation sans ambiguïtés des responsables du Rassemblement national à des peines d'inéligibilité comme la marque d'une certaine conception de l'État de droit⁵.

Aussi peut-on revenir un instant à la trame de la convulsion qui saisit le monde. Le capitalisme aurait-il changé de nature au point d'atteindre le stade d'un « capitalisme de malfrats », comme le suggèrent les journalistes Romaric Godin et Martine Orange à propos des États-Unis ?⁶ Cette hypothèse peut être examinée mais elle nous semble peu crédible. La première raison est que la spéculation, la captation de rente et les soubresauts financiers ne sauraient se substituer longtemps à la production de valeur réelle par la force de travail et pallier durablement les difficultés du système capitaliste. La deuxième est que supprimer tous les lieux de recherche et de construction des savoirs ne peut tenir lieu de ligne de conduite d'un capitalisme avide d'innovations techniques⁷. La troisième est que l'arsenal de droits de douane à plus de 100 % ne tiendra pas longtemps, sous peine de ruiner les plus grands capitalistes soutiens de Trump. Le pouvoir de l'oligarchie n'est donc pas sans limites ni sans risques⁸. Les concessions faites par Trump à Apple pour que se poursuivent sans trop de droits de douane les importations de smartphones et d'ordinateurs fabriqués en Asie en sont le premier signe.

Il n'empêche que les foucades du président états-unien prennent à contre-pied non seulement les prévisions et les discours sur les vertus du libéralisme des économistes les mieux-disants vis-à-vis de l'économie capitaliste, mais également toutes les mobilisations depuis 25 ans contre la mondialisation sans entraves, les traités de libre-échange, en somme toute une partie de l'engagement altermondialiste. Il va donc falloir faire preuve d'imagination pour que le « protectionnisme solidaire » et la relocalisation des industries essentielles soient différents du protectionnisme brutal et général de Trump. La « panne stratégique » dont nous faisons l'hypothèse dans un numéro précédent⁹ se confirmera-t-elle ? Plus sérieusement encore, la critique radicale menée traditionnellement par les mouvements et

³ K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983.

⁴ Guillaume Kasparian, député Renaissance, cité par [L'AFP et Le Monde, 10 avril 2025](#).

⁵ Voir Denis Salas, « Le Pen condamnée : l'opposition entre deux visions de l'État de droit a rarement paru si nette », *Le Monde*, 3 avril 2025 ; Oliiver Beaud, « Marine Le Pen condamnée : l'inéligibilité est accessoire, l'infraction est le principal », *Le Monde*, 5 avril 2025.

⁶ Romaric Godin et Martine Orange, « [Avec Trump, l'émergence d'un "capitalisme de malfrats"](#) », *Mediapart*, 11 avril 2025.

⁷ Voir Denis Sieffert, « Premières leçons américaines », *Politis*, n° 1857, 10 avril 2025.

⁸ Voir Bernie Sanders, « Donald Trump tourne le dos à 250 ans d'histoire américaine », *Le Monde*, 26 mars, 2025.

⁹ *Les Possibles*, n° 40, cité ci-dessus.

partis progressistes contre l'État bourgeois, l'État de classe, l'État capitaliste, ou l'État néolibéral, c'est selon, est sans transition passée à la défense de l'État de droit pour sauver la démocratie. Pris à contre-pied, à quelles conditions un tel changement de pied peut-il être opérationnel pour les mouvements sociaux ?

Ce sont ces interrogations et ces hypothèses que les articles de notre dossier examinent pour savoir si les bouleversements économiques et politiques actuels réussiront à mettre sous tutelle les États de droit ou si l'État de droit résiste d'autant mieux que les attaques dont il est l'objet régénèrent les pensées et les actes pour le relégitimer constamment.

Notre dossier « Du chambardement du monde au chaos, voie sans issue » comprend quatre parties.

Triste état des lieux

La première essaie de dresser un état des lieux, forcément provisoire tellement la situation est incertaine. Gilbert Achcar analyse le chambardement des relations internationales dû au choix du « *Make America Great Again* ». Les États-Unis entendent faire payer aux autres pays leur retour au premier plan, tant aux Européens, qu'aux Japonais et aux Chinois. Mais, pour l'instant, comme le dit l'auteur, « le rebattage des cartes n'en est qu'au début ».

Nicolas Roux s'interroge pour savoir si Trump sonne la fin du libre-échange. Le cadre néolibéral avait servi aux États-Unis à asseoir leur domination. Libéralisation du commerce et interventions politiques et militaires allaient de concert. Mais, après le renouvellement de l'accord entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (USMCA) qui a pris le relais de l'ALENA, il se pourrait que Trump tente de faire réduire les clauses limitant la circulation des données. Pendant ce temps, l'Europe « est enfermée dans sa bulle du libre-échange » et le Sud risque de subir les oukases trumpiens. Il faut donc tirer la leçon que le modèle du libre échange est le « vestige d'un autre âge ».

Claude Serfati analyse la politique de Donald Trump vis-à-vis du complexe militaro-industriel des États-Unis. Il s'agit d'une « injonction » à être « plus destructeur (grâce à l'intelligence artificielle) et plus profitable (grâce à la symbiose du système militaro-industriel et des marchés financiers) ». Ainsi, l'intelligence artificielle est à la fois comme une menace pour les êtres humains et un tremplin pour la régénération du complexe militaro-industriel. Il faut donc voir l'ascension de Trump comme une « aventure bonapartiste », que « Marx ne définissait pas seulement comme un régime autoritaire, mais en relation avec les rapports de force entre les classes et en leur sein ». Donc, rien n'est joué définitivement.

Stephanie Lamy se penche sur le mouvement qui a pris corps violemment avec l'arrivée de Trump au pouvoir : le technomasculinisme est en passe de devenir le moteur d'un nouvel impérialisme. Il s'agit d'« une vision agressive de la souveraineté nationale, de la primauté masculine blanche et du recul des normes démocratiques ». Utilisant l'intelligence artificielle, l'appropriation des données, la colonisation pour créer des espaces surprotégés. « *Les Freedom Cities* s'inspirent d'une longue histoire de ségrégation sociale et raciale, où l'objectif est de séparer les élites blanches et conservatrices du reste de la population. Elles deviennent ainsi des havres pour des communautés qui rejettent les principes démocratiques, où la gouvernance est dictée par des idéaux économiques et patriarcaux. »

La corruption s'étend

La deuxième partie du dossier montre que la corruption qui s'est incrustée dans de nombreux secteurs de la société ajoute au malheur du monde. D'abord, Kahina Saadi, administrative de l'association Anticor, présente cette dernière qui porte la voix des citoyens devant la Justice dans les affaires de corruption. Sans doute est-ce la raison pour laquelle

Anticor a eu du mal à obtenir le renouvellement de son agrément. L'autrice montre ensuite l'importance de la création du Parquet national financier. Mais elle ne cache par que, malgré des victoires importantes, la lutte contre la corruption a subi des revers inquiétants.

Sara Brimbeuf, responsable au sein de l'association Transparency International France présente l'intérêt des associations anti-corruption à agir. La condamnation de Teodorin Obiang en a donné une illustration. Ce faisant, s'est forgée la notion de « biens mal acquis ». Il reste à sortir de l'enlèvement la restitution par la France des avoirs équato-guinéens, après que ceux confisqués à l'ancien dirigeant nigérian Sani Abacha et à l'ancien vice-président syrien Rifaat Al Assad seront restitués.

La philosophe Christiane Vollaire soutient ici la thèse que la corruption est inhérente à la relation entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. C'est selon elle une réalité depuis l'Antiquité, rendue encore plus vraie à l'époque du néolibéralisme. La thèse est audacieuse mais, du fait que la corruption ne soit pas définie concrètement, tous les dégâts du système économique semblent être rattachés à des phénomènes de corruption. Par exemple, la spéculation financière et la rente seraient révélatrices de la corruption. On passerait donc à un système de « hold-up ». Cela suscitera sans doute discussion et nécessitera précisions et approfondissement, car la corruption ne peut pas définir le capitalisme, ni même être un caractère structurant fondamental de ce système, comme l'est par exemple l'exploitation de la force de travail. Sinon, la montée de la corruption, attestée par les divers témoignages ci-dessus, aurait dû raffermir l'accumulation mondiale du capital, tendanciellement considérablement ralentie depuis plusieurs décennies.

Éléments d'analyse

La troisième partie du dossier propose des éléments d'analyse de la situation et examine quelques signes d'espoir. Ceci est décrypté sous divers angles. En premier lieu, Bertrand Badie explique que Poutine et Trump partagent le même programme : « le "*Make Russia Great Again*", implicite chez le premier depuis 25 ans, semble avoir inspiré le "*Make America Great Again*" explicité par le second ». Il s'ensuit une « mutation de taille : la régression, voire la disparition des vieilles alliances d'antan ». Celles-ci sont vues par les États-Unis comme des entraves. Un « partenariat ouvert », fluctuant est préférable à une « alliance excluante ». Car « la vraie menace n'est pas le fait du voisin, proche ou lointain, mais d'un ajustement périlleux, bâclé ou mal conçu, du système dans son ensemble et qui rend alors le voisin menaçant. »

Le texte d'Ahmet Insel traite de la situation politique et géopolitique de la Turquie dirigée par Erdogan. Il illustre bien le paradoxe des alliances que tente de nouer l'autocrate turc. Dans un entre-deux permanent le pays conduit une « diplomatie de l'aubaine », tout en menant une féroce répression de ses opposants internes évoluant vers une dictature. Erdogan profite du désordre mondial et de la montée des autoritarismes pour compenser sa perte de légitimité interne.

Ensuite, Guillaume Duval soumet l'hypothèse que l'avenir de l'Europe se joue au Sud. La raison en est que nous voyons la fin de l'« Occident », représenté par l'alliance de l'Europe occidentale et des États-Unis. Dorénavant, pour briser son encerclement entre les États-Unis et la Russie, l'Europe n'a pas d'autre choix que de nouer une alliance avec les pays dits du Sud global. Cela suppose, entre autres, de vaincre les préjugés xénophobes, de se doter d'une politique d'immigration digne, et d'aider au financement de la lutte contre le changement climatique.

Geneviève Azam livre un point d'étape de la lutte contre la construction de l'autoroute A69. Ce « grand projet inutile » avait l'assentiment des élus régionaux, de l'État et des milieux économiques. Mais le Tribunal administratif de Toulouse a jugé illégales les autorisations environnementales accordées par la Préfecture du Tarn et de la Haute-Garonne.

Et il a prononcé l'arrêt immédiat du chantier. Aussitôt, l'État a fait appel de cette décision. Ce qui est flagrant dans cette affaire, c'est que l'État est à la fois le bras armé du triomphe d'une logique productiviste propre à ravir le patronat local et international, tout en ayant en son sein des institutions faisant prévaloir le droit contre l'État.

S'inscrivant dans une stratégie de transformation sociale, Patrice Grevet conçoit une complémentarité entre le développement des services publics et une nouvelle gestion des grandes entreprises. En partant du modèle macroéconomique avancé par le Nouveau Front populaire, il imagine le desserrement des contraintes du capital. Pour y parvenir, il faudra réunir nombre de conditions. Parmi elles, celle du financement est l'une des plus cruciales, mais nombre de propositions ont heureusement vu le jour récemment.

Daniel Hofnung propose une réflexion sur une nouvelle approche des solutions à la crise climatique. Face à la sécheresse et aux événements climatiques violents, il entrevoit le rôle que pourrait remplir le « changement de couverture du sol ». Il fait état de plusieurs études internationales qui étayaient l'idée de la restauration du cycle de l'eau et celle de l'importance des arbres dans cette perspective.

Questions de vie et de survie

La quatrième partie du dossier adopte un angle théorique sur deux thèmes en apparence dissemblables, mais qui finissent par se rejoindre sur une question essentielle car il s'agit de survie et donc de vie. Jean-Marie Harribey propose deux recensions de livres parus cet hiver.

D'abord le livre de l'historienne Sophie Bessis, *La civilisation judéo-chrétienne, Anatomie d'une imposture*. L'imposture dénoncée par Sophie Bessis est d'avoir substitué judéo-chrétienne à gréco-latine dans la dénomination de notre civilisation. Ainsi, ont été expulsées d'une part l'origine culturelle et politique de l'Europe, et d'autre part la participation de la civilisation arabo-musulmane à cette Europe. On comprend alors l'une des racines les plus anciennes de l'antisémitisme européen, puis le rachat d'une bonne conscience européenne après le judéocide nazi en créant l'État d'Israël, mais sous le signe d'une colonisation dont la violence ne s'est pas arrêtée depuis quatre-vingts ans.

Jean-Marie Harribey rend compte ensuite du livre *La vie a-t-elle une valeur ?* du philosophe Francis Wolff, qui entreprend la critique de la pensée établissant une continuité entre tous les vivants, humains et non humains. À l'encontre de la plupart des penseurs de l'écologie politique, Francis Wolff confirme à son tour¹⁰ que la notion de valeur intrinsèque de la vie n'a strictement aucun sens parce qu'elle supposerait exister en elle-même sans relation avec l'humain. Il s'ensuit alors pour lui que l'écologie doit être nécessairement anthropocentrée. C'est dire selon le philosophe qu'il est bien question de l'émancipation humaine.

Ces deux derniers thèmes, le concept de civilisation et celui de la valeur en écologie, en économie, en philosophie, ne sont pas sans rapports avec le bouleversement du monde, tant géopolitique que social et écologique. Face au chaos, retrouver la paix devient un impératif urgent, avec le concours de l'État de droit ou malgré les entorses à ses propres règles. Car l'État de droit résiste encore, souvent contre ceux-là mêmes qui tiennent l'État. L'État est ce Janus à double face de la modernité, qui aide à entrer dans la démocratie mais qui peut se transformer en son contraire selon les rapports de forces entre les classes sociales.

¹⁰ C'était déjà la thèse de John Dewey, *La formation des valeurs*, 1981, Paris, La Découverte, 2011, qu'il avait énoncée au sujet de l'éducation. C'est aussi celle que je soutiens contre la plupart des écologistes et des tenants de l'économie néoclassique de l'environnement : Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013 ; *En quête de valeur(s)*, Vulaines-sur-Seine, Éd. du Croquant, 2024.

Au moment où ces lignes sont écrites, nous apprenons la disparition de deux économistes hétérodoxes de premier plan. D'abord, le 23 avril, Edwin Le Héron, spécialiste des questions monétaires et président de l'Association pour le développement des études keynésiennes (ADEK), animateur international du courant post-keynésien, membre des Économistes atterrés. Ensuite, le 24 avril, Michel Aglietta, principal fondateur de l'École de la Régulation, ayant réinscrit l'économie dans la dynamique des rapports sociaux et des institutions qui assurent la reproduction de la société en classes sociales. Tous les deux avaient contribué à notre revue dans un dossier consacré à la monnaie et à la finance¹¹. Nous adressons à leurs familles et à leurs amis nos condoléances.

Post-scriptum

*Le secrétariat de la revue a reçu une proposition de texte concernant l'évolution du rapport des forces en Palestine et au Moyen-Orient. Après une discussion collective au sein du secrétariat, nous avons décidé de ne pas publier ce texte parce qu'il présentait explicitement une justification de l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023. Nous avons estimé ne pas pouvoir cautionner cette vision, même si par ailleurs ce texte développait une critique de la politique génocidaire de l'État d'Israël à Gaza. À la suite de cette décision, la revue a reçu plusieurs plaintes s'insurgeant contre une « censure ». Rappelons que s'il arrive à une revue de refuser une proposition, ce n'est pas un acte de censure, c'est une mise en cohérence avec l'objectif d'un dossier ou avec sa ligne éditoriale générale. C'est le cas de la revue *Les Possibles*, dont la pratique est globalement souple pour la réception des articles, mais qui n'est pas ouverte à n'importe quel vent. La préparation d'une revue n'est pas toujours un long fleuve tranquille. C'est sans doute un signe du chaos du monde. JMH**

* Ce texte est maintenant public puisque son auteur, Saïd Bouamama, l'a publié ailleurs ; chacun pourra apprécier ce qu'il en est.

À l'attention des lecteurs, note sur le statut de la revue *Les Possibles*

La revue *Les Possibles* a maintenant douze ans d'âge et sa diffusion progresse régulièrement. Nous rappelons qu'elle fut créée à l'initiative du Conseil scientifique d'Attac pour être un lieu de débat théorique sur la nécessaire transformation de la société, aujourd'hui minée par le capitalisme néolibéral. Dès lors, ouverte à toutes les personnes qui s'inscrivent dans cette perspective, elle est indépendante de l'association Attac, le contenu des articles est de la responsabilité de leurs auteurs et n'engage pas l'association. La diversité des sujets, des auteurs et des disciplines témoigne de la volonté de garantir le pluralisme des idées. Le choix des thèmes et le respect des règles du débat scientifique et démocratique sont assurés par un comité éditorial dont la composition figure à la fin du sommaire.

Le comité éditorial

Adresse

Attac, 5 villa de la Tourelle, 93100 Montreuil

Directeur de la publication

Jean-Marie Harribey

¹¹ Pour le premier, « [Dette illégitime : un concept dangereux !](#) », *Les Possibles*, n° 6, Été 2015 ; pour le second, « [La monnaie est un rapport social](#) », », *Les Possibles*, n° 6, Été 2015.

Secrétariat de la rédaction

Isabelle Bourboulon, Edgard Deffaud, Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Éric Le Gall, Christiane Marty, Pascal Paquin, Dominique Plihon, Ophélie Vildey

Responsables techniques

Edgard Deffaud, Serge Gardien, Éric Le Gall, Pascal Paquin, Rémi Sergé

Comité éditorial

Sylvie Agard, Christophe Aguiton, Verveine Angeli, Paul Ariès, Geneviève Azam, Daniel Bachet, Adda Bekkouche, Catherine Bloch-London, Martine Boudet, Saïd Bouamama, Isabelle Bourboulon, Thierry Brugvin, Thierry Brun, Alain Caillé, Claude Calame, Christian Celdran, Françoise Clement, Pierre Concialdi, Jacques Cossart, Annick Coupé, Thomas Coutrot, Christian Delarue, Vincent Drezet, Cédric Durand, Guillaume Duval, Mireille Fanon-Mendès-France, Daniel Faugeron, David Flacher, Fabrice Flipo, Pascal Franchet, Bernard Friot, Jean Gadrey, Susan George, Jérôme Gleizes, Gérard Gourguechon, André Grimaldi, Janette Habel, Nicolas Haeringer, Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Pierre Khalfa, Serge Le Quéau, Frédéric Lemaire, Christiane Marty, Gus Massiah, Antoine Math, Dominique Méda, Georges Menahem, Kako Nubukpo, Pascal Paquin, René Passet, Évelyne Perrin, Dominique Plihon, Thierry Pouch, Daniel Rallet, Jean-Claude Salomon, Catherine Samary, Serigne Sarr, Denis Sieffert, Vicky Skoumbi, Jean-Louis Sounes, Daniel Tanuro, Bruno Tinel, Michel Thomas, Éric Toussaint, Aminata Traoré, Stéphanie Treillet, Aurélie Trouvé, Patrick Viveret

Le Comité éditorial rend hommage à ses membres disparus : Jacques Berthelot, Suzanne de Brunhoff, François Chesnais, Michel Husson, Isaac Johsua, François Lille, Pierre Salama, Jean Tosti.

Contact avec la revue et soumission d'articles

Les propositions d'articles nouveaux ainsi que les contributions répondant à des textes publiés dans les numéros précédents de la revue doivent être adressées au secrétariat de la revue : revue-cs-secretariat@list.attac.org

La revue a noué un partenariat avec *Mediapart* à travers une « [édition](#) » créée sur son site. À chaque parution trimestrielle de la revue, un des articles est mis en ligne sur *Mediapart*.